Convention

**Mandat de maîtrise d’ouvrage** **pour la réalisation de travaux de remplacement de chaudières fioul et/ou gaz vestustes**

**Entre**

**Le Syndicat Départemental d’Energies de la Manche** dont le siège est situé 11 rue Dame Denise – CS 32708 50008 Cedex, autorité organisatrice de la distribution publique d’électricité, représenté par son Président, M. Jean-Claude BRAUD, dûment habilité par délibération du comité syndical en date du

 ci-après dénommé, **le SDEM50,** en tant que mandataire

**Et**

**La commune de ……………………………………..,** représentée par son Maire en exercice, M./MMe ……………… dûment autorisé(e) par délibération ci-après désignée **la Commune,** en tant que mandant

VU l’article L2422-5 du code de la commande publique qui dispose que « *dans la limite du programme et de l’enveloppe financière prévisionnelle de l’opération qu’il a arrêtés, le maître d’ouvrage peut confier par contrat de mandat de maîtrise d’ouvrage à un mandataire l’exercice, en son nom et pour son compte, de tout ou partie des attributions mentionnées à l’article L. 2422-6*» ;

VU les statuts du SDEM50 approuvés, dans leur dernière version, par arrêté préfectoral du 11 juin 2020, et notamment l’article 4 qui dispose que le SDEM50 est habilité à intervenir dans le domaine de l’efficacité énergétique ;

**PREAMBULE**

Le SDEM50, dont l’expertise est reconnue pour proposer des actions d’efficacité énergétique, notamment dans le cadre du Conseil en Energie Partagé (CEP), souhaite aller plus loin et accompagner les communes Manchoises en leur permettant, via le plan de relance économique, de mettre en œuvre simplement et rapidement des solutions efficientes et reproductibles dites « à gain rapides ».

A l’échelon local, la Commune s’est engagée dans une politique publique de transition écologique et de sobriété énergétique avec la volonté de réduire les émissions de gaz à effet de serre de certains de ses bâtiments.

L’accompagnement proposé par le SDEM50 consiste à assurer le remplacement des chaudières fioul et/ou gaz vétustes par des équipements de chauffage faisant appel à des énergies renouvelables de type chaudière à granulés ou pompe à chaleur ou par des chaudières gaz à condensation très haute performance lorsque la commune est desservie en gaz naturel.

Cette opération présente des Intérêts environnementaux suivants :

* Amélioration de la qualité de l’air ;
* La suppression de systèmes de production de chaleur à base d’énergie fossile ;
* Exemplarité ;
* Contribuer aux objectifs de PCAET des EPCI ;
* Faire appel à des bureaux d’études locaux ;
* Faire appel à des entreprises locales pour les travaux.

Ainsi que des Intérêts opérationnels suivants :

* Optimiser les coûts grâce aux économies d’échelle ;
* Apporter une solution « Clé en main » pour les communes (études, recherche de subventions, marché et visites de conformité réalisés par le SDEM50) ;
* Anticiper l’interdiction de remplacer les chaudières au fioul en panne à compter du 1er janvier 2022 ;
* Positionner le syndicat comme un interlocuteur privilégié pour la rénovation énergétique des bâtiments communaux auprès des services de l’Etat et de la Région ;
* Créer de l’activité pour les bureaux d’études et les entreprises.

Conformément au plan de Relance et aux critères de la DSIL, ces travaux portent sur des actions dites « à gain rapide » présentant un fort retour sur investissement comme le fait de remplacer une chaudière au fioul ou gaz par d’autres modes de chauffage ainsi que, le cas échéant, l’installation d’énergies renouvelables.

Les matériels mis en œuvre devront posséder une attestation du fournisseur de l’éligibilité aux Certificats d’Economies d’Energie (CEE).

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1er. – Objet de la convention**

La présente convention de mandat de maîtrise d’ouvrage a pour objet de :

* Désigner le SDEM50 pour assurer la mission de maîtrise d’ouvrage de l’Opération de travaux de remplacement de chaudières fioul et/ou gaz vétustes au nom et pour le compte de la Commune, et ce, conformément aux articles L.2422-5 à L.2422-10 du code de la commande publique.
* Définir les conditions et modalités encadrant ce mandat de maîtrise d’ouvrage de l’Opération ;
* Déterminer les droits et obligations des Parties.

**Article 2. – Contenu de la mission du mandataire du maître d’ouvrage**

Le SDEM50 est qualifié de mandataire du Maître d’ouvrage de l’Opération. En cette qualité et dans la limite de la mission définie au présent article, le SDEM50 agira au nom et pour le compte de la Commune, dans le respect des règles de la commande publique.

Les attributions confiées au SDEM50 en sa qualité de Mandataire du Maître d’ouvrage sont les suivantes :

|  |
| --- |
| **1 – Faisabilité et opportunité** |
| Recueillir les besoins de la Commune dans le cadre de l’Opération. |
| Réaliser toutes les actions nécessaires pour le lancement d’un marché d’études techniques de substitution de chaudière fioul dans le respect des procédures définies par le code de la commande publique. |

|  |
| --- |
| **2 – Conception** |
| Réaliser toutes les actions nécessaires à la préparation, à la conclusion, à la signature et à la notification de(s) marché(s) et/ou bon(s) de commande nécessaire(s) à la conception de l’Opération.  |
| Assurer l’exécution administrative, technique et financière de(s) marché(s) et/ou bon(s) de commande nécessaire(s) à la conception de l’Opération, et notamment, émission des ordres de service, acceptation des sous-traitants, passation des avenants nécessaires aux modifications éventuelles de toute nature qui pourraient survenir au cours de l’exécution contractuelle, application des pénalités, décision d’arrêt des prestations, décision de réception des prestations, paiement. |
| Approbation des études d'avant-projet et des études de projet du maître d'œuvre  |
| Recueillir l’accord de la commune sur le programme de travaux et le plan de financement prévisionnel.Ce plan de financement sera transmis avant la notification du marché de travaux.En revanche aucun coût de raccordements de réseau Gaz ou modification d’abonnement électrique ne seront pris en compte dans cette opération. |

|  |
| --- |
| **3 – Exécution** |
| Conclure, signer et notifier le(s) marché(s) public(s) et de travaux nécessaires à l’exécution de l’Opération. |
| Assurer l’exécution administrative, technique et financière de(s) contrats nécessaires à la réalisation des travaux et notamment, émission des ordres de service, acceptation des sous-traitants, passation des avenants nécessaires aux modifications éventuelles de toute nature qui pourraient survenir au cours de l’exécution contractuelle, application des pénalités, décision d’arrêt des prestations, décision de réception des prestations, paiement |
|  Assurer la réception des travaux:* Le SYNDICAT transmettra ses propositions à la COMMUNE en ce qui concerne la décision de réception. La COMMUNE fera connaître sa décision au SYNDICAT dans les 10 jours suivant la réception des propositions du SYNDICAT. Le défaut de décision de la COMMUNE dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions du SYNDICAT.
* Le SYNDICAT établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera aux entreprises. Copie en sera notifiée à la COMMUNE.
 |

**Article 3 – Garanties offertes à la commune**

Dans le cadre de la présente convention de mandat, la commune dispose des garanties suivantes :

|  |
| --- |
| **Au stade de la conception** |
| **1** | Après communication du programme et du plan de financement prévisionnel par le SDEM50, l’accord écrit préalable de la Commune, formalisé par courrier ou courriel officiel du Maire (ou de son représentant) sera necessaire à la validation des études d’avant-projet et des études d’exécution |
| **Au stade de l’exécution** |
| **2** | L’accord écrit préalable de la Commune, formalisé par une annexe financière spécifique qui sera annexée à la présente convention suite aux études , sera nécessaire pour valider le choix de(s) solutions techniques le montant du(des) marchés de travaux à conclure. |
| **3** | La Commune aura librement **accès, à tout moment, à toutes les parties du chantier** en vue de s’assurer du respect des stipulations de ce Contrat. Elle pourra faire des observations aux représentants du Mandataire du Maître d’ouvrage. |
| **4** | La Commune pourra **assister à l’ensemble des réunions nécessaires à la validation des différentes étapes de la réalisation des travaux et de suivi de ceux-ci.** |
| **5** | La Commune sera **invitée à toutes les réunions de chantier** et à la reception des travaux |
| **6** | **Tous les contrats et pieces relatifs à l’Opération pourront être communiqués à la commune, à sa demande**. |

**Article 4. – Financement de l’opération**

Le SDEM50 ne percevra pas de rémunération pour sa mission de Mandataire du Maître d’Ouvrage.

Si le résultat des études venait à conclure à une suite défavorable ou que la commune ne souhaitait plus y donner suite, le montant des études sera facturé à la commune au coût réél payé par le SDEM50.

La Commune supportera les coûts induits par la conception et l’exécution de l’Opération, en fonction des prestations et travaux réellement réalisés.

Comme l’y autorisent les articles L.2422-7 du code de la commande publique et L.2224-34 du code général de la commande publique, le SDEM50, Mandataire du Maître d’ouvrage, fera l'avance de fonds nécessaires à l'accomplissement de l’Opération. Il règlera les acomptes et le décompte définitif aux entreprises missionnées dans le cadre de l’Opération.

Le SDEM50 facturera à la Commune le montant de sa participation suivant les modalités d’appel de fonds suivantes :

|  |
| --- |
| L’appel de fonds de la part du SDEM50 envers la Commune se fera en fin de chantier. Un état justificatif, détaillant les dépenses réglées et les recettes perçues, et validé par le Trésor Public, sera joint à l’appui de cet appel de fonds. Dans le cas où le montant total HT estimatif des travaux serait supérieur à 50 000 €, le SDEM50 pourra réaliser un appel de fonds intermédiaire à hauteur de 50% de la participation prévisionnelle de la Commune. Cet appel de fonds sera réalisé dès lors qu’au moins 50% du montant prévisionnel TTC des travaux aura été mandaté par le SDEM50. Un état justificatif, détaillant les dépenses réglées, et validé par le Trésor Public, sera joint à cet appel de fonds.La Commune procèdera au mandatement du montant visé dans les 30 jours suivant la réception de la demande d’appel de fonds.En cas de désaccord entre le SDEM50 et la Commune sur le montant des sommes dues, la Commune mandate, dans le délai ci-dessus, les sommes qu’elle a admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement du désaccord. |

Le SDEM50 établira et remettra à la Commune un bilan général de l’ouvrage qui comportera le détail de toutes les dépenses et recettes réalisées, accompagné de l’attestation du comptable certifiant l’exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

Le bilan général deviendra définitif après accord de la Commune.

La Commune a en charge l’ensemble des démarches administratives liées à l’obtention de l’accord et du (ou des) versement(s) effectif(s) des subventions (DSIL, DETR…).

**Article 5. – Contrôle administratif, technique et financier**

La Commune :

* se réserve le droit d’effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu’elle estime nécessaires ;
* pourra se faire représenter aux réunions de chantier.

Le SDEM50 :

* s’engage à faciliter, à tout moment, le contrôle financier par la Commune, notamment par l’accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Toutefois, la Commune ne pourra faire ses observations qu’au SYNDICAT et en aucun cas aux titulaires de contrats passés par celle-ci;
* informera la commune du choix des titulaires des contrats par écrit dans un délai maximum de 15 jours suivant la notification du marché ;
* assurera le suivi de chantier. Les services techniques de la Commune seront conviés à participer à l’ensemble des réunions de mise au point du projet ainsi qu’au suivi du chantier.

**Article 6. – Remise des ouvrages**

**La remise de l’ouvrage par le SDEM50 à la Commune interviendra après réception des travaux.**

Un procès-verbal (P.V) de remise de l’ouvrage sera établi contradictoirement. Il y sera annexé le bilan financier définitif de l’Opération et les plans détaillés des ouvrages exécutés.

Le SDEM50 fournira à la Commune toutes les pièces justificatives nécessaires à l’intégration dans sa comptabilité des opérations portant sur son patrimoine.

**Article 7. – Achèvement de la mission de mandataire de maîtrise d’ouvrage**

La mission du SDEM50 prend fin par le quitus délivré par la commune.

À la délivrance du quitus, les obligations contractuelles du SDEM50 cesseront et la Commune récupèrera toutes ses prérogatives de Maître d’ouvrage sur son ouvrage à l’égard des constructeurs.

Le quitus est délivré à la demande du SDEM50 après exécution complète de ses missions et notamment :

* Réception des ouvrages et levée des réserves de réception,
* Mise à disposition des ouvrages,
* Remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages,
* Etablissement du bilan général et définitif de l’opération par le SDEM50,
* Etablissement d’un certificat administratif par le SDEM50, faisant mention de l’ensemble des dépenses et recettes payées/perçues par le SDEM50, après validation par le Trésor Public. Sur cette base, ces dépenses/recettes seront intégrées à l’actif de la COMMUNE qui pourra alors procéder à la demande de remboursement de la TVA au Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA).

La COMMUNE doit notifier sa décision au SDEM50 dans **les deux mois** suivant la réception de la demande de quitus.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le SDEM50 et certains de ses cocontractants au titre de l’opération, le SDEM50 est tenu de remettre à la COMMUNE tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

**Article 8. – Durée**

La convention de mandat prendra effet à compter de sa signature par les Parties.

Elle s’achèvera par la délivrance du quitus par la Commune.

**Article 9. – Modifications de la convention**

Les éventuelles modifications de la présente convention doivent être approuvées dans les mêmes termes par les parties.

**Article 10. – Résiliation de la convention**

Dans le cas où l’une des Parties ne respecte pas ses obligations contractuelles, l’autre Partie, après mise en demeure restée infructueuse, a droit à la Résiliation de ce Contrat. Cette Résiliation sera prononcée après une mise en demeure restée infructueuse pendant au moins 15 jours.

Dans le cas de non obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute des Parties, la Résiliation peut intervenir à l’initiative de l’une ou l’autre d’entre elles.

Dans ces deux cas, la résiliation ne peut prendre effet qu’un mois après notification de la décision de Résiliation. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l’objet d’un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le SDEM50 doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés.

**Article 11. – Responsabilités**

Le SDEM50 s’engage à apporter tous les soins et diligences à l’exécution de sa mission de Mandataire du Maître d’ouvrage.

Sa mission de Mandataire du Maître d’ouvrage ne doit toutefois pas être assimilée à celle de la maîtrise d’œuvre, à celle des entrepreneurs et autres participants à l’acte de construire, qui conservent toutes leurs attributions et responsabilités.

Le SDEM50 s’engage à contrôler que les intervenants à l’acte de construire ont régulièrement souscrit les polices d’assurance couvrant l’intégralité de leurs responsabilités pendant la durée des travaux et à un niveau suffisant de garantie.

**Article 12. – Litiges**

* **Entre les parties**

En cas de contestation relative à l’interprétation ou l’exécution de ce Contrat, les Parties s’engagent à se rencontrer en vue de rechercher une solution amiable. A cet effet, la Partie demanderesse adresse à l’autre Partie, par écrit, une notification précisant l’objet de la contestation et la proposition d’une rencontre en vue de régler le litige.

A défaut d’accord amiable à l’issue d’un délai de 30 (trente) jours à compter de la notification susvisée,

chacune des Parties peut saisir la juridiction compétente en vue du règlement contentieux.

* **Litiges envers des Tiers**

Dans le cas d’éventuels litiges envers des Tiers à ce Contrat, dans le strict cadre de sa mission (passation et exécution des marchés publics notamment), le SDEM50 aura la possibilité d’agir en justice pour le compte de la Commune jusqu'à la délivrance du Quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur.

Dans ce cas, les Parties conviennent que le SDEM50 choisira les conseils appropriés.

Sauf situation d’urgence, le SDEM50 devra demander l’accord de la Commune, avant toute action contentieuse.

Les honoraires et frais annexes résultant de ces contentieux seront pris en charge conformément à l’Article 4 de la convention.

Fait à SAINT-LO, le

En deux exemplaires originaux

|  |  |
| --- | --- |
| Pour le **SDEM50**Le Président du Syndicat Départementald’Energies de la Manche,**Jean-Claude BRAUD** | Pour **la commune de …………………….** Le Maire  |